

Paris, 12 juin 1916

Monsieur,

Je connais depuis longtemps votre nom, votre noble effort d'éducation et de pensée. Je vous félicite de travailler à une union sacrée positive. Cette union sacrée est excellente, selon vous mêmes avec des divergences d'opinion. Ceci me met à l'aise pour vous adresser, comme à un esprit loyal et critique les réflexions que me suggère l'appel que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer et pour rechercher ensuite comment peuvent collaborer pratiquement des esprits très divisés.

— Le français? J'entendez-vous par là? le musèlement de l'adversaire. Du point de vue où vous vous placez, purement positiviste et non pas seulement positif, vous avez raison, mais je ne puis vous suivre, parce que j'estime que nations comme individus ont et des droits et des devoirs, non pas simplement

de vivre.

- Restauration du pouvoir central ? Oui, mais avec contrôle.

Le spectacle, vécu par vous, de certaines anarchies, vous a rejeté par une réaction bien naturelle vers l'autorité, tous ne voyez point que la plupart des maux sociaux sont dus à l'insuffisance de volonté sociale des hommes, quel que soit le régime politique qu'ils ont adopté. L'impétuosité d'un Louis XVI a-t-elle été moins désastreuse que celle de telle majorité parlementaire ?

- Vous rejetez suffrage universel et parlementarisme, mais vous voulez ainsi à une monarchie dont vous n'osez prononcer le nom. À supposer que vous la vouliez, ce qui est votre droit, n'oubliez pas 1° que si l'anarchie est nuisible, le despotisme ne l'est pas moins; que donc un régime parlementaire doit admettre une autorité et si l'inverse un régime monarchique un contrôle.

Si vous supprimez le parlement, qui contrôlera ? Vous arguez que supprimez se peut être chose par l'empireum " (p. 21) . Et par qui donc l'est-il pour vous ? Car qui furent choisis Hugues Capet, le empereur d'Allemagne, les rois de Bologne sinon par des seigneurs locaux ?

- Neus ?

2° Que l'essentiel du pouvoir est dans le maintien de l'ordre, de la sécurité, que cet essentiel peut être assuré par n'importe quel régime différent qui sera bon lorsqu'il assurera cela, mauvais dans le cas contraire, que d'ailleurs chaque régime suivant les personnalités qui l'incarnent peut être bon ou mauvais. la royauté bonne avec Henri II est mauvaise avec Louis XIV, la république mauvaise avec les régimes de Saint-Domingue est bonne avec les esprits pondérés des États-Unis.

3° D'un caractère secondaire des institutions politiques. Elles ne sont pas indifférentes, telle n'est pas ma pensée, mais elles jouent un rôle bien moins grand que les institutions de l'activité familiale, professionnelle, et que l'éducation morale des individus et des groupes.

4° Par conséquent, je rejette tout changement de régime, qui recourant à la violence, verseait le sang, disloquerait les citoyens pour un but d'ordre et de progrès dès lors inaccessible. Au contraire j'admets qu'au sein de la liberté civile chacun fasse campagne pour la violence, par des moyens justes et pacifiques de l'ordre politique dans le sens qu'il croit le meilleur.

3

Je trouve même l'émulation des parts amplement favorable au progrès national, pourvu qu'elle empêche le parti au pouvoir de s'endormir dans sa possession.

Coopération productive ? Oui, mais la coopération actuelle ne nous suffit pas. Une prospérité générale qui n'est effective que pour une classe n'est point assez. Que la liberté économique soit nécessaire, je l'accorde, mais il lui faut le correctif des lois sociales, sans lesquelles il y a trop d'oppression sociale. Comment corriger sans intervention de l'Etat le sweating system ? Comment permettre à l'ouvrier d'avoir ses vieux jours assurés sans une intervention des possédants ?

Accord social ? Oui, mais sans méconnaissance de naturels opposés d'intérêts (propriétaire et locataire, commerçant et client, patron et ouvrier.). Nous ne voulons plus ici qu'on parle de droits, tandis que pour les nations nous ne voulons que leurs droits sous le nom d'intérêts. En réalité droit et devoir sont en grande partie corrélatifs. Il serait bien de ne parler que de devoirs, car l'égoïsme relativise tout, et si il n'y avait à parler mille contre eux que chacun parlerait des

devoirs des autres, surtout vis-à-vis de leur mère, son
de ses devoirs. D'ailleurs le devoir même appelle le droit.
Comment puis-je remplir ma tâche, si on me juge? —
Vous ne voulez également qu'une gestion personnelle du
pouvoir? Bien, mais il faut le contrôle des bénéficiaires.
ou il y aura bien des mécomptes. Laissez le gey, les trim-
ways, les chemins de fer sans contrôle & sans verges comme
la gestion personnelle mettra le consommateur au coup réglé.
Il y a là menaces, me direz-vous. En effet, nous pen-
se le producteur soumis à la concurrence sans frein. Alors ce
sera la fraude, la malversation. Réellement il faut une ou
plutôt des combinaisons difficiles à honorer & à exécuter entre
gestion personnelle et gestion collective.

Vers l'ordre. la formule posthume est belle, mais
insuffisante à mes yeux. le progrès n'est pas une fin, mais
un moyen: le but c'est la vie, la vie plus ample, plus large,
du plus grand nombre d'individus, aux points de vue, physiques,
intellectuel, esthétique, moral soit individuellement, soit sociale-
ment. Croquant j'ai ajouté au point de vue religieux.

4

L'ordre est magnifique & indispensable, mais il n'est pas un moteur. Le point d'appui c'est le sentiment ou la raison. L'ordre ne doit pas être non plus une abstraction métaphysique : c'est la vie positive qui doit être ordonnée, comme c'est dans la vie positive de l'esprit, qu'on résistent, en dehors de toute spéculation métaphysique les idées de droit & de devoir, la spéculation serait d'ailleurs impossible sans elles.

- Sacrifice. J'aurais dû en parler plus haut. Ici encore nous différons grandement. Vous considérez la guerre comme ~~un~~ un mal inévitable, et elle l'est ^{en fait} tant qu'on voit que chaque nation ne considère que ses intérêts. Cependant, et sans parler du point de vue de la justice, du droit que vous rejetez comme chimérique, je maintiens que la guerre est, du seul point de vue des intérêts, funeste, mais évitable.

Qu'elle soit funeste, il n'est guère besoin de le démontrer : tant de millions de vies sacrifiées, tant de milliards gaspillés pourraient-ils être compensés, même pour le genre de peuples le plus fiévreusement vaniteux qu'on puisse imaginer.

Qu'elles sont avérées, il faudrait une longue démonstration.
Je me borne à énumérer les faits à l'appui sans détailler.
1° Les internationalismes de l'or, du travail, de la science,
(p. 17) qui encore assez forts pour avoir empêché la présente
guerre, ont cependant toujours crié en force. Ne sentez-ils pas
eux qui ont préservé l'Occident lors de Tanger, d'Agadir ou
des guerres balkaniques ? Un peu plus de croissance et ils
l'emportent.

2° La volonté de paix croît elle aussi et sur tous continents ou
les multitudes en somme majoritairement partisans de la paix l'im-
posent aux gouvernements.

3° Vous admettez que la paix universelle puisse s'établir dans
des conditions d'équité morale. Eh bien cette équité morale, elle
peut se faire par une propagande appropriée. Il faut répandre
cette idée qu'aucune nation ne doit en attaquer une autre!
Quand cette idée sera répandue en tout pays, toute attaque
deviendra impossible. Les organisations comme celle de la
Haye deviendront puissantes et efficaces quand elles seront
appuyées sur un juste sentiment international. Et j'insiste

(raison d'être
avec l'idée que la
justice)

pas de la propagande morale, qui poursa pourtant continuer
au même résultat

— Concluons : vous voulez l'union sacrée et vous avez
raison. Mais comment sera-t-elle possible Entre positivistes
et spiritualistes, monarchistes et républicains, autoritaristes
et démocrates, nationalistes et pacifistes, individualistes et
socialistes, etc ? Ou on poursuit le triomphe d'une ou plu-
sieurs de ces idées et alors l'union sacrée n'est que le
terme d'une lutte ; jusque là on est adversaires, non allies,
ou on prétend respecter tous les partis et alors comment
arriver de faire oeuvre confuse, amorphe, inefficace ?

Le conflit, non seulement dans les faits, mais dans la
réalité actuelle se résout souvent de la manière suivante :
on est d'accord pour des tâches concrètes, positives, on consense
des idéals opposés : on est d'accord pour vouloir qu'il y ait
un gouvernement qui gouverne, des fonctionnaires qui
fassent leur fonction. On est d'accord pour chercher la santé,
la richesse. On s'accorde pour faire des habitations à bon
marché, des espaces libres, des oeuvres d'assistance. Ce n'est pas

quo sur tous ces terrains, il ne se passe pas une action
cette d'idées, mais elle est dominée et circonscrite par la
nécessité d'aboutir à des résultats concrets.

Que si une ligue de l'ordre social agit effectivement
en ce sens, tous les "bons" citoyens, c'est-à-dire tous ceux
qui veulent réellement le bien de leurs concitoyens peuvent
s'entendre en partie, quel que soit l'idéal politique et social
qu'ils estiment le plus propre ou même le seul propre à procurer
le bien. Si non, il faut que cette ligue dise carrément
dès le début qu'elle ne fait appel qu'à tous ceux et à
ceux-là seulement qui soutiennent les idées de la ligue
ou se laissent gagner par elles.

Au reste le bien social se fait, insuffisamment il est
vrai, mais réellement. De tels progrès économiques, sociaux
ont été réalisés au XIX^e et au XX^e siècle. Il ne s'agit plus,
chacun de nous que d'apporter sa contribution à ce progrès,
non de l'instaurer.

Parmi ces mille tâches qui se proposent à l'action des
bons Français, au moins à leur concours, je ne permets

en passant pour ne pas trop allonger une lettre trop longue
d'jà de vous en signaler deux : les maisons de tous et
les Universités populaires, en fait que vous voyez à tort.

— Les maisons de tous sont des lieux de réunion, de
coopération, d'éducation, politique et religion ouelles, on
fait de la conversation, de la gymnastique, de l'art, etc.
etc. Voyez là-dessus notamment un article de H. Bricou
dans le "Journal" de ce jour, et un autre de M^{me} Cruppi

(1) Je ne retrouve pas
la référence. Il y a
eu un usage à part
(2. n. Gaston de Saint-Seul,
H. Agon)

dans ... (1)
— Les U.S. Bien comprises elles ne doivent pas être d'anci-
-chéques parlotes, mais un moyen de self-education pour
le travailleur qui ne peut aller au lycée ni à l'université.

Si nous avons occasion de nous rencontrer, je vous
expliquerais ce que j'entends, qui méritent d'être essayés,
qui l'a même été avec succès en ce sens. Il y aurait,
pour rendre l'œuvre efficace à compléter le vieux cadre
de l'U.S. non à supprimer ses anciens programmes.

Mais pourquoi faut-il que vous aussi, comme mon ami
Marc Sangnier, vous vous laissiez détourner de l'œuvre

à longue échéance, mais d'une façon défective certaine
de l'éducation populaire, pour une politique forcément
superfételle : vous êtes obligés de prendre les hommes
tels qu'ils sont. Tandis que dans l'éducation, de tels
qu'ils sont, vous tendez à les rendre tels qu'ils
doivent être. Pourquoi faut-il que l'homme dans votre
œuvre, vous se voyez, perde foi ? Pourquoi n'avez
vous point cherché si dans l'édifice et les méthodes il n'y
avait pas des changements et des essais possibles à chercher
avant de jeter le manche après la cognée ?

Voilà monsieur, quelques réflexions de quelqu'un
qui n'est point un militant de la politique, mais un
professionnel, qui consacre ses loisirs à quelques essais
de self-éducation. Je souhaite que votre activité puisse
s'exercer dans le sens le plus "positif", non le plus "politique",
que vos idées philosophiques servent effectivement le
progrès social au lieu de s'imposer à lui, car tout devient,
même le positivisme devient rapidement une idéologie, une abstrac-
tion stérile ou nuisible lorsqu'elle prétend que son accomplis-

7
-sement soit une condition préalable d'une qualification
de tout progrès social.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de
mes sentiments les plus distingués

Ch. Sus-trac

bibliothécaire à la Bibliothèque Sainte-Geneviève

46 B² S. Jaurès